

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Iran

N° 96a du 21.04 au 17.07.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_iraniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire :

Tiré à Part

Peter Symonds : Les États-Unis et Israël incitent à la confrontation avec l'Iran.

french.irib : [Gazoduc Iran/Pakistan/Inde : les sabotages US.](#)

French.ruvr : [Le président Egyptien veut réviser les accords de paix avec Israël.](#)

François Hollande : Israël a une possibilité d'attaquer l'Iran de manière efficace...

Xinhua : LAURENT FABIUS, MINISTRE SOCIALISTE DES AFFAIRES ETRANGERES, "La France" appelle à durcir les sanctions contre l'Iran ».

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

France24 interview en direct Mahmoud Ahmadinejad.

2) Politique d'Israël

Préparation à la Guerre.

Frappe contre l'Iran : l'opinion publique israélienne divisée.

3) Les Voisins

3-1 Algérie

french.irib : Le président algérien a reconnu à l'Iran le droit à la technologie nucléaire pacifique.

3-2 Egypte

RIA Novost ; L'Egypte poursuivra le transport de pétrole iranien .

3-3 Russie

fr.rian : Viatcheslav Dzirkaln : Moscou espère poursuivre la coopération militaire et technique avec l'Iran.

4 Dans le monde

4-1 Chine

[La Chine répond à l'exemption par les États-Unis des sanctions visant les importations de pétrole iranien.](#)

4-2 Suisse

EurActiv avec Reuters : La Suisse n'imposera pas d'interdiction sur le pétrole iranien comme l'UE et les USA.

5 Les brèves

5-1 IRIB : [Le Japon contrecarre les restrictions US.](#)

5-3 Boris Pavlichtchev : La diplomatie secrète autour de la rencontre « Iran – les six »

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Tiré à Part

Peter Symonds : Les États-Unis et Israël incitent à la confrontation avec l'Iran.

Les États-Unis et Israël incitent à la confrontation avec l'Iran

Les négociations qui auront lieu à Bagdad entre l'Iran et les P5+1 – les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne – seront un tournant dans le dangereux conflit lié aux programmes nucléaires iraniens. Washington exerce une pression intense pour que Téhéran fasse des concessions majeures, au même moment où les États-Unis se préparent à imposer des sanctions écrasantes et menacent l'Iran de guerre.

21 mai 2012

Lorsqu'il a parlé à Vienne la semaine dernière, le négociateur américain en nucléaire, Robert Wood, a demandé que l'Iran prenne « *des mesures urgentes et concrètes* » dans le but de se conformer « *à toutes les obligations internationales* ». Il a critiqué l'Iran pour ne pas avoir donné « *à l'AIEA [Agence internationale d'énergie atomique] l'accès à tous les sites pertinents, aux documents et aux personnes nécessaires pour résoudre les questions entourant son programme nucléaire* ».

L'Iran a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'a aucunement l'intention de fabriquer des armes nucléaires. Ses établissements nucléaires, incluant les usines d'enrichissement de Natanz et de Fordo, et ses stockages de réserve, sont inspectés et surveillés par l'AIEA comme il est stipulé par le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Cependant, les États-Unis et leurs alliés soutiennent que l'Iran doit mettre fin à son programme d'enrichissement d'uranium, qui est permis sous le TNP, et que le pays doit envoyer ses réserves d'uranium enrichi à 20 pour cent à l'extérieur du pays.

La probabilité d'un quelconque accord sérieux émergeant des pourparlers de Bagdad est mince. Les demandes des États-Unis pour que l'AIEA puisse avoir accès au personnel et aux établissements est un processus sans fin qui exige que l'Iran prouve quelque chose de négatif : que nulle part sur son vaste territoire ne se trouve un programme lié aux armes nucléaires. L'AIEA, qui rencontre des responsables iraniens cette semaine, demande l'accès au complexe de Parchin, une base militaire, où il y aurait eu, il y a près d'une décennie, des tests du même type que ceux qui sont requis pour la conception d'un engin nucléaire. Tout comme les affirmations du genre, les « *preuves* » de l'AIEA proviennent de services de renseignement étrangers – probablement des États-Unis ou d'Israël.

Israël, qui menace d'attaquer délibérément l'Iran, a exercé plus de pression sur les négociations en exigeant l'arrêt complet des programmes d'enrichissement d'uranium de l'Iran. Selon *AssociatedPress*, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dit la semaine dernière au chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, que l'Iran allait devoir fournir un échéancier pour établir la fin de son programme d'enrichissement et le démantèlement de son usine de Fordo pour qu'Israël donne son accord au processus. Ces demandes ont déjà été rejetées par Téhéran.

Ashton était en Israël pour s'assurer de la position prise par la coalition nouvellement formée qui a amené le parti d'opposition Kadima dans le gouvernement. Le chef de Kadima, Shaul Mofaz, ancien chef de la sécurité intérieure, avait critiqué les menaces d'agression contre l'Iran de Netanyahu. Mais son entrée dans le cabinet rend plus probable, et non moins, une attaque sur l'Iran. La coalition offre au gouvernement une majorité parlementaire écrasante et la présence de Mofaz servira à tempérer l'opposition intérieure largement répandue à une guerre contre l'Iran.

*Channel 10 News* en Israël ont rapporté jeudi dernier que des représentants américains participaient à d'intenses pourparlers, s'inquiétant du fait qu'Israël avait maintenant le champ libre pour déclencher des frappes aériennes contre l'Iran. Netanyahu a mis sur pied la coalition dans une entente-surprise de dernière minute qui a empêché la tenue d'élections, ce qui était vu comme un obstacle à une attaque. Lors d'une conférence de presse conjointe, les deux hommes ont affirmé qu'ils étaient d'accord sur plusieurs questions, dont celle de l'Iran.

Les différends entre les États-Unis et Israël ne sont que tactiques. Netanyahu n'appuie pas l'idée des négociations et des sanctions que les États-Unis favorisent pour affaiblir et miner le régime à Téhéran, avant de mener une attaque. L'Iran cherche désespérément à éviter l'imposition des sanctions

américaines et européennes qui représenteraient essentiellement un blocus de ses exportations de pétrole (en soi, un acte de guerre économique). Ces sanctions doivent entrer en vigueur à la fin juin.

Au cours des deux dernières semaines, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a fait pression sur l'Inde et la Chine pour qu'elles réduisent leurs importations de pétrole iranien. Les sanctions américaines vont pénaliser unilatéralement les banques et les sociétés étrangères qui font des affaires avec la banque centrale iranienne, sauf si Obama leur accorde une exonération. Cette imposition sélective de pénalités montre clairement que les États-Unis se servent de la confrontation avec l'Iran pour miner la position de ses rivaux, et surtout la Chine.

Les préparatifs de l'administration Obama ne se limitent pas qu'à des sanctions. Depuis le début de l'année, la marine américaine a augmenté à deux le nombre de porte-avions à proximité du Golfe Persique. Plus tôt ce mois-ci, des représentants anonymes des États-Unis ont confirmé que le Pentagone avait envoyé son chasseur le plus sophistiqué, le Raptor F-22, à la base aérienne d'Al-Dhafra aux Émirats arabes unis. Ces forces permettraient à l'armée américaine d'effectuer de lourdes frappes aériennes contre les installations militaires et nucléaires de l'Iran. Washington augmente aussi l'arsenal militaire des régimes autocratiques qui sont ses alliés dans le Golfe. L'administration Obama a annoncé vendredi qu'elle allait reprendre la vente de matériel militaire au Bahreïn, malgré la violente répression des manifestations dans les États du Golfe. Selon le *Washington Post*, cet arsenal serait constitué de navires de guerre, de systèmes de missile air-air et sol-air et d'améliorations aux moteurs de ses chasseurs F-16. Le Bahreïn abrite la Cinquième flotte de la marine américaine.

L'intensification des conflits entre les États-Unis et Téhéran n'est pas essentiellement due à la question des programmes nucléaires iraniens. Les préparatifs pour une nouvelle guerre d'agression sont plutôt motivés par le déclin historique de l'impérialisme américain et sa détermination à imposer sa domination incontestée sur les régions riches en ressources énergétiques du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Après avoir envahi l'Afghanistan et l'Irak, les États-Unis menacent maintenant de déclencher une guerre qui pourrait impliquer toute la région et provoquer des conflits encore plus importants.

Si les pourparlers de Bagdad échouent, le danger d'un conflit militaire déclenché par Israël ou les États-Unis va augmenter radicalement. Les travailleurs et la jeunesse aux États-Unis et internationalement doivent s'opposer à cette campagne guerrière de l'administration Obama. La seule façon d'empêcher la guerre est la mobilisation indépendante de la classe ouvrière, sur la base d'une stratégie socialiste et internationaliste, pour mettre fin à la cause fondamentale de la guerre : le système de profit en faillite.

Peter Symonds

*World Socialist Website,*

14 mai 2012.

Source : <http://www.wsws.org/francais/News/2012/mai2012/iran-m17.shtml>

---

french.irib : [Gazoduc Iran/Pakistan/Inde : les sabotages US.](#)

L'ambassadeur américain, à Islamabad a exprimé, dans un acte interventionniste, son inquiétude quant à la mise en application du projet du gazoduc Iran/Pakistan/Inde.

Lors d'un entretien avec les médias pakistanais Cameron Munter a fait part de l'inquiétude de Washington de voir le projet du gazoduc transitant le gaz iranien vers l'Inde via le Pakistan se réaliser. Depuis les accords conclus entre Téhéran et Islamabad sur la construction d'un gazoduc, les autorités américaines se sont efforcées en permanence d'y mettre des entraves et dans ce droit fil, en se faisant accompagner par le Turkménistan elles ont proposé au Pakistan la construction du gazoduc TAPIO en remplacement de celui de l'Iran. Et ce alors qu'en raison de la crise énergétique au Pakistan, les autorités pakistanaises ont besoin du gaz pour subvenir aux besoins de la population

08/07/2012

<http://french.irib.ir/info/asia/item/199160-les-autorit%C3%A9s-am%C3%A9ricaines-sont-indispos%C3%A9es-quant-%C3%A0-la-mise-en-application-du-plan-de-gazoduc-iran-pakistan>

---

French.ruvr : [Le président Égyptien veut réviser les accords de paix avec Israël.](#)

Le président élu d'Égypte Mohamed Morsi a déclaré son intention de réviser les accords de paix avec Israël de Camp David. « Notre politique à l'égard d'Israël sera basée sur l'égalité, a déclaré Mohamed Morsi à l'agence iranienne Fars. Nous discuterons aussi du droit des Palestiniens ».

Il a ajouté qu'il ne prendrait aucune décision seul et que tous les changements seraient faits par les organes gouvernementaux. Le nouveau dirigeant égyptien s'est prononcé pour le renforcement des rapports avec l'Iran ce qui devait, selon lui, créer un équilibre stratégique dans la région.

25/06/2012

[http://french.ruvr.ru/2012\\_06\\_25/79258674/](http://french.ruvr.ru/2012_06_25/79258674/)

---

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

François Hollande : Israël a une possibilité d'attaquer l'Iran de manière efficace...

Israël, contrairement aux autres États, a une possibilité d'attaquer l'Iran de manière efficace. Cela a été annoncé par le président français François Hollande lors d'une réception au ministère de la Défense de la France, consacrée à la fête nationale. Le président a ajouté que la mise en œuvre de cette possibilité serait mener à une déstabilisation dans le Moyen-Orient.

François Hollande a également déclaré qu'il soutient une politique à double standard à l'égard de l'Iran. D'une part, nous devons renforcer les sanctions, et d'autre part - une volonté de prendre l'Iran dans la communauté internationale si Téhéran renonce à son projet du programme nucléaire.

15/07/2012

[http://french.ruvr.ru/2012\\_07\\_15/francois-hollande-israel-iran/](http://french.ruvr.ru/2012_07_15/francois-hollande-israel-iran/)

---

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

**Xinhua : LAURENT FABIUS, MINISTRE SOCIALISTE DES AFFAIRES ETRANGERES, "La France" appelle à durcir les sanctions contre l'Iran ».**

La France appelle à continuer à durcir les sanctions contre l'Iran "tant que l'Iran refusera de négocier sérieusement", selon une déclaration du ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius publié mardi soir.

"La pression doit désormais s'accroître sur l'Iran avec la pleine application le 1er juillet par l'Union européenne de l'embargo pétrolier décidé en janvier dernier. Les sanctions continueront d'être durcies tant que l'Iran refusera de négocier sérieusement", a souligné M. Fabius suite à la réunion du groupe E3+3 (France, Royaume-Uni, Allemagne, Chine, Russie et Etats-Unis) avec l'Iran à Moscou en Russie. Selon cette déclaration, "les réponses de l'Iran à l'offre des Six ont confirmé l'écart important entre les positions des deux parties et l'insistance de l'Iran sur la reconnaissance d'un droit à enrichir l'uranium et la levée de toutes les sanctions".

"Nous regrettons que l'Iran n'ait toujours pas effectué les gestes concrets que nous attendions et qui pourraient constituer une première étape vers le respect des résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA", a indiqué le ministre français.

M. Fabius a cependant souligné que conformément à la double approche, la porte du dialogue reste ouverte. "Une réunion d'experts, prévue le 3 juillet à Istanbul, pourrait permettre de clarifier les détails techniques des idées avancées par les deux parties. Sur cette base, nous évaluerons avec nos partenaires du groupe E3+3 les prochaines étapes du processus", a-t-il précisé. "Il appartient désormais à l'Iran de lever les obstacles qu'il a posés à l'approfondissement du processus relancé à Istanbul en avril 2012", a conclu le ministre français.

(Xinhua)

[http://french.news.cn/monde/2012-06/20/c\\_131664540.htm](http://french.news.cn/monde/2012-06/20/c_131664540.htm)

---

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

France24 interview en direct Mahmoud Ahmadinejad.

Une interview en direct, par un grand média français, de l'un des présidents étrangers [les plus honnis et diabolisés](#) ces dernières années, voilà qui ne manquera pas de piquer notre curiosité. Les journalistes vont-ils aller jusqu'à questionner Mahmoud Ahmadinejad sur la récente [condamnation du Hezbollah](#) par

un tribunal de Manhattan à [verser plus de 9,4 milliard de dollars](#) de dédommagement aux victimes du 11-Septembre ? Ou bien vont-ils lui demander sa vision sur la situation en Syrie ? Saluons en tout cas cette initiative de France 24 qui donne donc la parole au seul chef d'État à [avoir officiellement demandé](#) une nouvelle enquête sur les attentats du 11-Septembre, et dont les propos ont régulièrement, et sur divers sujets, [été déformés et discrédités](#) à l'envi par les grands médias occidentaux.

#### **Compte-rendu de l'interview par France24**

Source : [Site Web de France24](#), le 20 mai 2012

**Dans un entretien accordé à FRANCE 24, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad se dit "déçu" par les massacres commis en Syrie mais met en doute la responsabilité du régime de son allié Bachar al-Assad.**

Au cours d'une interview accordée à FRANCE 24, le président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, a commenté la situation en Syrie, condamnant notamment le massacre de Houla qui s'est produit la semaine dernière, tout en mettant en doute l'implication du régime de son ami Bachar al-Assad.

"*Nous sommes très fortement sensibles et déçus*", a-t-il assuré. "*C'est le droit de tout peuple d'être libre, y compris le peuple syrien. Dès qu'une personne meurt c'est terrible, et surtout dans les conditions où c'est arrivé, dans le massacre...*", a-t-il ajouté faisant allusion à la tuerie de Houla. Samedi 26 mai, 108 corps – majoritairement des femmes et des enfants – ont été retrouvés dans cette petite ville du centre de la Syrie située à quelques dizaines de kilomètres de Homs.

Le président iranien a néanmoins émis des doutes sur une éventuelle implication du gouvernement syrien dans le massacre de Houla. "*Il existe des commissions dont le travail est d'examiner la situation. Il me paraît incroyable qu'un gouvernement puisse tuer son propre peuple*", a-t-il dit.

#### **Soutien moral ou approvisionnement en armes ?**

L'Iran a apporté son soutien au plan de paix défendu par Kofi Annan, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe en Syrie. "*C'est la meilleure solution pour sortir de cette situation*", avait déclaré un porte-parole du gouvernement iranien il y a quelques semaines. Mais au cours de son entretien avec FRANCE 24, Mahmoud Ahmadinejad a, à plusieurs reprises, condamné "*les interventions étrangères dans la région*" et s'est demandé ce qu'envisageaient les gouvernements occidentaux en Syrie.

Alors que les initiatives internationales se multiplient pour faire cesser le bain de sang en Syrie, les gouvernements occidentaux accusent l'Iran d'assurer l'approvisionnement en armes du régime de Bachar al-Assad. De leur côté, les autorités iraniennes ont toujours affirmé qu'elles n'apportaient qu'un soutien moral à la Syrie.

Sur l'antenne de FRANCE 24, Mahmoud Ahmadinejad a assuré que l'Iran entretenait des "*relations parfaitement normales*" avec la Syrie. "*Nous sommes en faveur de la protection des droits de l'Homme*", a-t-il déclaré.

#### **Le nucléaire, un droit selon Ahmadinejad**

Par ailleurs, le président iranien a défendu le programme nucléaire de son pays. "*Selon le droit international, l'Iran a le droit d'enrichir l'uranium à 20 %*", a-t-il déclaré, assurant une nouvelle fois que son pays n'avait pas l'intention de se doter d'une bombe. Ces déclarations coïncident avec la reprise des discussions, longtemps suspendues, avec les six grandes puissances sur la question du nucléaire iranien. À l'issue d'une réunion cruciale à Bagdad la semaine dernière, les pays impliqués dans ces pourparlers ont accepté une nouvelle réunion en juin à Moscou.

"*Je ne m'attends pas à un miracle à cette prochaine réunion à Moscou*", a cependant affirmé le président iranien au journaliste de FRANCE 24 Marc Perelman. Tout en affirmant le droit de l'Iran d'enrichir l'uranium à 20 %, il a laissé entendre que son pays pourrait envisager un arrêt de cet enrichissement en échange de concessions "*significatives*" de la part des grandes puissances. "*Si les grandes puissances ne veulent pas que nous puissions bénéficier de ce droit, ils doivent nous expliquer pourquoi. Ils doivent également nous dire ce qu'ils sont prêts à donner au peuple iranien en échange*", a affirmé Mahmoud Ahmadinejad, tout en refusant de détailler ce que pourrait accepter son gouvernement.

30 mai, 2012

GeantVert

<http://www.reopen911.info/News/2012/05/30/breve-18h30-aujourd'hui-france24-interview-en-direct-mahmoud-ahmadinejad/>

---

## 2) Politique d'Israël

Préparation à la Guerre.

Frappe contre l'Iran : l'opinion publique israélienne divisée.

**Les Israéliens semblent être partagés sur la question d'une potentielle attaque à mener par leur gouvernement contre les installations nucléaires iraniennes, selon un nouveau sondage publié lundi.**

Ce sondage, mené par le Collège Académique de Netanya, montre que 52% des Israéliens s'opposent à une frappe, affirmant qu'Israël doit d'abord essayer tous les canaux diplomatiques, alors que 48% soutiennent inconditionnellement une action militaire.

Concernant la possibilité que l'Iran acquiert une arme nucléaire, 18% des interrogés ont répondu qu'ils pensent que la république islamique tentera de l'utiliser pour éliminer Israël de la carte, alors que 62,5% estiment qu'Israël arrivera à affronter un Iran doté de l'arme nucléaire.

Les Israéliens pensent également qu'une bombe iranienne servira soit à menacer soit à faire pression sur leur pays.

Environ 32% des interrogés ont déclaré que l'Iran utilisera une arme nucléaire à cette fin, alors que seuls 6% estiment que Téhéran agira de manière pragmatique quand il sera en possession d'une de ces armes. Les résultats de l'enquête coïncident avec ceux des autres études menées ces derniers mois pour sonder l'opinion publique sur une possible frappe aérienne sur l'Iran.

Un sondage commandé en mars par le journal Ha'aretz a montré que 58% des personnes étaient opposées à une attaque en solo, c'est-à-dire sans le soutien des Etats-Unis, alors que 50% des interrogés ont déclaré faire confiance au gouvernement pour la gestion du dossier iranien.

Une autre étude, menée un mois auparavant par la Brookings Institution, a montré que seuls 19% des Israéliens soutenaient une action militaire indépendante contre l'Iran, par rapport à un tiers, 32%, opposé à une frappe commune.

Le dernier sondage intervient à la suite de deux cycles de négociations entre l'Iran et le G5+1 (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine, Russie, Allemagne), dont le but était de convaincre l'Iran d'abandonner son programme nucléaire, avec un troisième et dernier cycle prévu à Moscou en fin de mois.

Israël, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux accusent l'Iran de clandestinement poursuivre un programme d'arme nucléaire. L'Iran nie ces accusations et affirme que son programme nucléaire n'a que des fins pacifiques telles que la production d'électricité.

Source: <http://french.peopledaily.com.cn/International/7836299.html>

---

## 3 Les Voisins

### 3-1 Algérie

french.irib : Le président algérien a reconnu à l'Iran le droit à la technologie nucléaire pacifique.

"Tous les pays ont le droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire", a déclaré Abdelaziz

Bouteflika, jeudi soir, lors de sa rencontre avec le vice-Président iranien, Mohammad-

RezaMirtadjedini. "En tenant compte de la tenue de la 2ème conférence de la haute Commission

conjointe des deux pays, en 2012, l'Algérie est prêt à renforcer ses coopérations et à promouvoir ses relations avec l'Iran", a-t-il affirmé, en rappelant que les deux pays se tenaient l'un à côté de l'autre, en toutes circonstances. "L'instauration de la sécurité et de la stabilité, dans la région, passe par une approche politique et la participation du peuple de la région", a ajouté le président algérien.

<http://french.irib.ir/info/iran-actualite/item/193408-le-pr%C3%A9sident-alg%C3%A9rien-soutient-le-droit-de-l%E2%80%99iran-au-nucl%C3%A9aire>

---

### 3-2 Egypte

RIA Novost ; L'Egypte poursuivra le transport de pétrole iranien .

L'Egypte n'envisage pas de bloquer le transit de pétrole iranien via le canal de Suez en dépit de l'entrée

en vigueur de l'embargo pétrolier imposé contre Téhéran par l'Union européenne, rapporte dimanche le journal égyptien Al Ahram.

"L'embargo a été décrété par les Etats membres de l'Union européenne, et nous n'avons rien à voir avec cela", a indiqué au quotidien une source au sein du secteur énergétique du pays.

Selon le journal, le pétrole iranien passe toujours à travers l'oléoduc de SUMED liant la baie de Suez à la mer Méditerranée.

"Le transport de pétrole iranien est assuré conformément aux contrats qui sont renouvelés de façon annuelle. Aucune indication concernant l'interdiction du transport du pétrole en provenance de l'Iran n'a été donnée", a fait savoir l'interlocuteur du journal.

Auparavant, certains médias ont rapporté que les exportations de brut iranien vers la Turquie (plus de 160.000 barils par jour) pourraient être sensiblement réduites en raison des sanctions européennes visant l'industrie pétrolière de la République islamique.

L'Iran produit 3,5 millions de barils de pétrole par jour et en exporte environ 2,5 millions.

Depuis le 1er juillet, le secteur pétrolier iranien est frappé par un embargo européen décrété dans l'espoir de contraindre Téhéran à négocier sur son programme nucléaire controversé.

RIA Novost

15 juillet -

<http://fr.rian.ru/world/20120715/195361386.html>

---

### 3-3 Russie

fr.rian : Viatcheslav Dzirkaln : Moscou espère poursuivre la coopération militaire et technique avec l'Iran.

La Russie espère poursuivre à l'avenir la coopération militaire et technique avec l'Iran et ce, en bons partenaires, a déclaré mercredi le directeur adjoint du Service fédéral russe pour la coopération militaire et technique (FSVTS) Viatcheslav Dzirkaln.

"Nous essayons d'expliquer à nos collègues iraniens que (...) des partenaires ne réagissent pas ainsi", a dit M.Dzirkaln, répondant à la question des journalistes sur les sanctions iraniennes pour le non-respect par la Russie du contrat de livraison de missiles sol-air S-300 à Téhéran.

M.Dzirkaln, qui conduit la délégation russe au Salon aéronautique de Farnborough, a rappelé qu'à l'époque, la Russie agissait dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu.

Selon certains médias, le ministère iranien de la Défense et la compagnie The Aerospace Industries Organisation ont déposé une requête auprès de la Cour internationale d'arbitrage de Genève contre l'exportateur d'armes russe Rosoboronexport pour ne pas avoir honoré ses engagements concernant les S-300.

Conclu en 2007, le contrat de livraison de missiles sol-air S-300 à l'Iran engageait la Russie à fournir cinq unités complètes de ces systèmes pour un montant d'environ 800 millions de dollars.

Or, l'exécution du contrat a été suspendue en septembre 2010 par le président russe Dmitri Medvedev, en application d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu interdisant la livraison d'armes conventionnelles à Téhéran, dont des missiles, des chars, des hélicoptères d'assaut, des avions de combat et des bâtiments de guerre.

<http://fr.rian.ru/defense/20120711/195324262.html>

---

### 4 Dans le monde

#### 4-1 Chine

[La Chine répond à l'exemption par les États-Unis des sanctions visant les importations de pétrole iranien.](#)

La Chine s'oppose à toute sanction imposée unilatéralement, a déclaré vendredi Hong Lei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, en réponse à la décision du Département d'État américain d'exempter la Chine de sanctions économiques visant les importations de pétrole iranien.

"La Chine s'oppose à ce qu'un pays impose unilatéralement des sanctions à un autre pays en se basant sur ses lois nationales. C'est d'autant moins acceptable lorsque ces sanctions sont imposées unilatéralement par un pays tiers", a tranché Hong Lei lors d'un point de presse.

En vertu du National Defense Authorization Act des États-Unis signé par le président américain Barack Obama fin 2011, les institutions financières étrangères des gouvernements qui continueront d'acheter du

pétrole brut à l'Iran après le 28 juin ne seront plus autorisées à accéder au marché financier américain. Toutefois, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a annoncé jeudi la décision de Washington d'exempter la Chine et Singapour de ces mesures du fait de la réduction "significative" de leurs achats de pétrole iranien.

Hong Lei a rappelé que la Chine importait du pétrole de l'Iran par les voies normales afin de répondre aux besoins de son développement économique.

"Cela ne viole aucune résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU ni ne porte atteinte aux intérêts d'une tierce partie ou de la communauté internationale", a affirmé le porte-parole, ajoutant "Cela est donc totalement légitime et justifié".

29/06/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/06/29/302s286417.htm>

---

#### 4-2 Suisse

EurActiv avec Reuters : La Suisse n'imposera pas d'interdiction sur le pétrole iranien comme l'UE et les USA.

Le gouvernement suisse n'imposera pas les mêmes sanctions que l'UE à l'Iran. Le pays a décidé hier (5 juillet) que sa propre série de mesures ne comporterait pas l'interdiction de commercer du pétrole iranien. La Suisse a ainsi tenté de défendre sa neutralité face aux pressions de l'UE et des Etats-Unis. Cette initiative pourrait permettre aux négociants en pétrole basés en Suisse, comme Glencore et Trafigura, de profiter d'une faille juridique pour négocier le brut iranien, même s'il est quasiment certain qu'ils se heurteraient aux objections de l'UE et des Etats-Unis. Les deux entreprises ont indiqué qu'elles avaient suspendu leurs échanges avec l'Iran. La Suisse est l'un des premiers centres d'échange de pétrole et abrite également une branche de la National Iranian Oil Company, même si le pays n'importe pas de pétrole en provenance d'Iran. Les nouvelles sanctions suisses, qui entrent en vigueur aujourd'hui, affecteront l'approvisionnement de l'industrie pétrochimique, les équipements de télécommunication, ainsi que l'achat et la vente de métaux précieux et de diamants, a fait savoir le département fédéral de l'économie. Ces sanctions font suite à l'embargo de l'UE sur l'importation, l'achat et le transport de pétrole iranien, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> juillet dans le but de faire pression sur la République islamique d'Iran afin qu'elle abandonne son programme nucléaire. Les sanctions renforcées des États-Unis ont quant à elles pris effet le 28 juin dernier. « S'il s'avérait que l'un des grands négociants pétroliers commerçait encore avec l'Iran, les retombées seraient immenses en termes de relations publiques », a expliqué Matthew Parish, partenaire de l'entreprise Holman Fenwick Willan basée à Genève. « Le champ libre accordé par cette décision est réservé aux petits négociants, ceux qui n'opèrent qu'en Suisse ou dans d'autres pays qui ne sont pas impliqués dans les sanctions internationales », a-t-il affirmé. La Suisse, un pays non membre de l'Union européenne et traditionnellement neutre, n'est pas obligée de suivre les sanctions de l'UE, même si elle a eu tendance, ces dernières années, à aligner ses lois sur celles de ses principaux partenaires commerciaux. L'ambassadeur américain en Suisse, Donald S. Beyer, a déclaré le mois dernier que son pays était déçu que les autorités suisses n'aient pas adopté l'embargo de l'UE et qu'il ne s'attendait pas à les voir autoriser le contournement des sanctions. En avril dernier, le pays a exempté la banque centrale iranienne du gel de ses avoirs. La présidente suisse, Eveline Widmer-Schlumpf, a défendu la position indépendante du pays, expliquant qu'elle était dans l'intérêt des États-Unis en permettant la communication entre Téhéran et Washington. La Suisse représente en effet les intérêts américains en Iran depuis la révolution islamique de 1979.

EurActiv avec Reuters – Article traduit de l'anglais

---

---

#### 5 Les brèves

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

##### 5-1 IRIB : [Le Japon contrecarre les restrictions US.](#)

Dans une tentative de contrer le boycott d'assurance mené par les Etats-Unis et l'UE contre l'Iran, le cabinet ministériel japonais a soumis une loi au parlement pour autoriser le gouvernement à donner une couverture d'assurance aux pétroliers important du pétrole brut iranien au lieu d'aller chercher ce



type de couverture vers l'Union européenne.

Cette loi autoriserait le gouvernement japonais à offrir une couverture d'assurance allant jusqu'à 7 milliards 600 millions de dollars US aux pétroliers transportant du pétrole brut iranien lorsque le boycott de l'UE sur le pétrole et sur l'assurance des cargaisons iraniennes prendra effet au 1er Juillet, a dit le ministère des transports japonais dans un communiqué Lundi.

Le 23 Janvier, sous la pression des Etats-Unis, les ministres des affaires étrangères européens ont approuvé de nouvelles sanctions contre Téhéran, interdisant l'importation de pétrole iranien en UE, ce qui inclut également la couverture d'assurance des pétroliers transportant le brut iranien.

En Mars, les Etats-Unis ont exempté le Japon des sanctions financières contre l'Iran.

Faisant fi des sanctions des Etats-Unis et de l'UE contre le pétrole iranien, bon nombre de clients d'Asie orientale de l'Iran pour son pétrole brut, incluant la Chine, la Corée du Sud et le Japon désirent maintenir leurs importations d'Iran afin de remplir leur carnet de demande domestique.

Les Etats-Unis, Israël et quelques uns de leurs alliés accusent Téhéran de poursuivre des objectifs militaires dans son programme d'énergie nucléaire.

L'Iran rejette toutes ces accusations, argumentant qu'elle a pris part au traité de Non Prolifération Nucléaire et qu'en tant que membre de l'AIEA, elle a le droit de développer une technologie nucléaire à des fins pacifiques.

13/06/2012

IRIB

---

5-3 Boris Pavlichtchev : La diplomatie secrète autour de la rencontre « Iran – les six »

Les négociations entre les « six » (cinq membres permanents du CS de l'ONU et l'Allemagne) et l'Iran ont repris à Bagdad au sujet du problème nucléaire iranien.

Les « six » veulent obliger l'Iran à geler les travaux d'enrichissement d'uranium jusqu'à 20%. En effet, l'uranium enrichi à 20% pourrait servir à produire rapidement de l'uranium enrichi à 90% qui est la matière première pour la fabrication de la bombe nucléaire.

Des avancées importantes ont précédé la rencontre de Bagdad. Yukia Amano, le directeur de l'AIEA qui a visité lundi Téhéran a dit que les résultats de son voyage allaient produire un effet positif sur le round de Bagdad. Un jour plus tard, il a dévoilé le secret de son optimisme. C'est que l'AIEA allait prochainement signer avec l'Iran l'accord sur les inspections de ses sites nucléaires et l'accès à la documentation et aux savants atomistes.

Les sources israéliennes insistent sur le fait que l'optimisme d'Amano s'explique également par les progrès dans la réalisation d'un accord secret bilatéral entre les États-Unis et l'Iran. L'Iran s'engagerait à suspendre les travaux d'enrichissement d'uranium jusqu'à 20% dans son usine de Ford sans pour autant la fermer définitivement. Les stocks d'uranium enrichi à 20% seraient transformés en barres de combustible et retournés à l'Iran. L'Iran signerait également un avenant au Traité sur la non-dissémination des armes nucléaires en ce qui concerne les inspections surprises des sites nucléaires. Cependant, cet avenant ne concerne pas les sites iraniens secrets au sujet desquels les États-Unis et l'AIEA ne disposent que de renseignements sommaires.

En réponse les États-Unis et l'UE annuleront progressivement les sanctions introduites contre l'Iran et s'abstiendront notamment d'appliquer l'embargo pétrolier qui doit devenir effectif le premier juillet. Si les renseignements israéliens sont exacts, c'est le point clé de gel des travaux d'enrichissement qui était la principale revendication des « six ». Il semble être résolu de manière automatique. Quant à l'accord secret entre l'Iran et les États-Unis, elle est plus que probable, admet Vladimir Sotnikov, expert de l'Institut d'études d'Orient.

Tous ces points paraissent en effet très alléchants. Ce serait effectivement une grande avancée dans la situation autour du problème nucléaire iranien. Je n'exclus pas non plus qu'Amano pouvait discuter en diplomate de cet accord secret. Les États-Unis ont tout intérêt à agir par le biais de l'AIEA tout en soulignant que les Iraniens sont en contact avec l'Agence et coopèrent avec cette institution de l'ONU. En même temps, il était évident même sans diplomatie secrète que la situation se prête aux négociations actuelles des « six » avec l'Iran, - poursuit le politologue Stanislav Tarassov.

*Je suis rentré il y a quelques jours de Téhéran où nous nous sommes entretenus avec des diplomates iraniens. Ils disaient que l'Iran était prêt à accepter un compromis à condition qu'il ne soit pas*

*unilatéral et que l'Occident et les « six » allait prendre une décision intermédiaire visant à atténuer le régime des sanctions.*

A la veille des négociations de l'Iran avec le groupe 5+1, les États-Unis se sont bornés à réagir d'une manière évasive aux informations faisant état des progrès dans les rapports entre l'Iran et l'AIEA. « *C'est un pas en avant mais nous jugeons le comportement de l'Iran d'après les actes et non pas d'après les paroles* », a dit le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney. – *La pression sera maintenue tant qu'il n'y a pas de résultats* ».

En effet, bientôt le round de Bagdad, s'il n'est pas empêché par une tempête de sable, va faire la lumière sur la crédibilité des renseignements en provenance de Jérusalem si on ne prend pas en considération le fait que cette fuite pouvait être délibérément faite dans l'intérêt d'Israël. Reste à savoir pourquoi à son retour de Téhéran Yukia Atano est resté, contrairement aux attentes, muet pendant une journée entière sur l'accord entre l'AIEA et l'Iran.

Boris Pavlichtchev

Jeudi 24 Mai 2012

[french.ruvr.ru](http://french.ruvr.ru)

---

---

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 lorientlejour : Doutes sur la capacité du duo Netanyahu-Barak à attaquer l'Iran

Les médias israéliens laissent percer leurs doutes hier sur la capacité de Benjamin Netanyahu et de son ministre de la Défense à organiser une attaque contre l'Iran à la lumière des critiques cinglantes émises à leur encontre dans le fiasco de la flottille pour Gaza.

Dans un rapport officiel publié mercredi, le contrôleur de l'État Micha Lindenstrauss a en effet critiqué sans ménagement la manière dont le Premier ministre israélien a décidé d'arraisonner une flottille humanitaire internationale pour Gaza, le 31 mai 2010. L'abordage, mal préparé et exécuté, du navire amiral de la flottille, le ferry turc Mavi Marmara, s'était soldé par la mort de neuf passagers turcs.

« Il y a au moins une chose qui apparaît dans ce rapport, et que personne ne saurait contester, c'est que nous avons de bonnes raisons d'être inquiets. Et ces raisons s'appellent Netanyahu et Barak », souligne Sima Kadmon, une éditorialiste du quotidien Yediot Aharonot (indépendant). En revanche, l'analyste militaire du quotidien progouvernemental Israel Hayom, Yoav Limor, défend le Premier ministre :

« Certains commentateurs ont établi un lien direct entre la flottille et l'Iran. Ils peuvent se calmer : Netanyahu sait très bien qu'une attaque égale une guerre, une guerre égale une enquête et que sa tête sera sur le billot. Or il y a toutes les chances pour qu'il veuille se priver de ce plaisir. »

Le vice-Premier ministre Moshe Yaalona pour sa part jugé hier qu'il valait mieux pour Israël bombarder l'Iran plutôt que de laisser ce pays se doter de l'arme nucléaire, dans une interview au quotidien Haaretz. M. Netanyahu et son ministre de la Défense avaient affirmé à maintes reprises que « toutes les options sont sur la table », laissant la porte ouverte à une possible frappe israélienne contre les installations nucléaires iraniennes

[http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/763922/Doutes\\_sur\\_la\\_capacite\\_du\\_duo\\_Netanyahu-Barak\\_a\\_attaquer\\_l%27Iran.html](http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/763922/Doutes_sur_la_capacite_du_duo_Netanyahu-Barak_a_attaquer_l%27Iran.html)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19